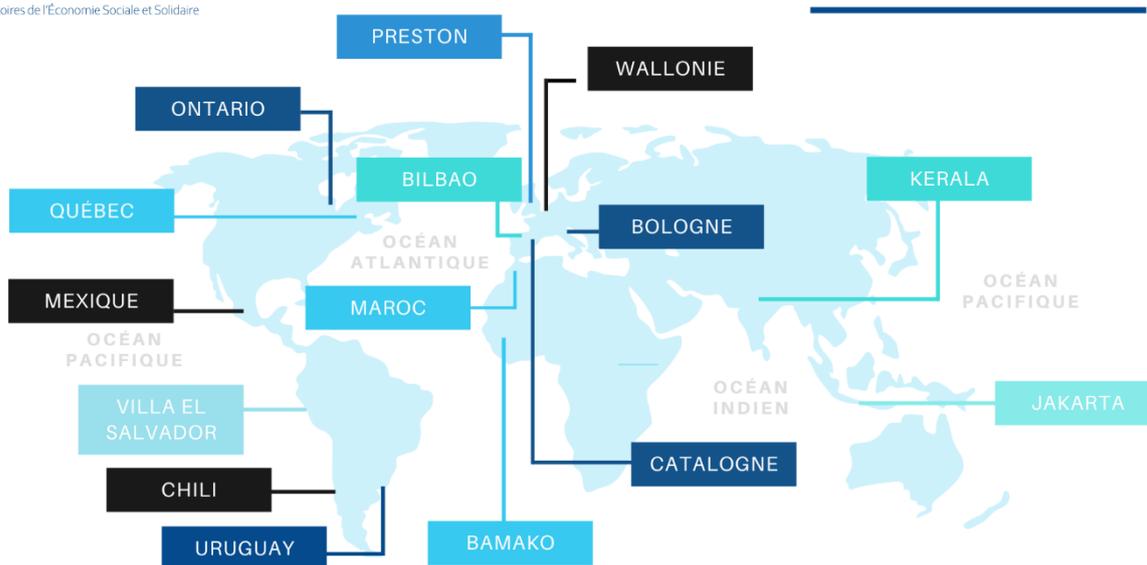


Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3^{ème} année en 2023 en partenariat avec le Global Social Economy Forum.

Les politiques de l'ESS : une approche comparée



Mexique

par Lana Blanc, Paul Carayol, Pauline Lucia, Anoush Roussel, Lou Hugot

Le Mexique se remet doucement de la pandémie de Covid-19 qui a eu de profondes conséquences économiques et sociales dans le pays. Les perspectives de croissance à court terme se sont dégradées et les travailleurs du secteur informel, domaine largement répandu au Mexique, ont été très touchés. En 2022, le Mexique est l'un des deux seuls pays de l'OCDE à ne pas avoir retrouvé son niveau d'activité prépandémique, bien que les risques (taux de pauvreté, faible productivité, augmentation des inégalités...) tendent à la baisse. Dans ces circonstances, il est donc difficile d'accélérer la mise sur agenda de l'économie sociale et solidaire (ESS).

De manière paradoxale, la plupart des expériences de l'ESS se sont consolidées sur la base d'une opposition à l'État, allant parfois jusqu'à la confrontation et se sont appuyées sur une forte dynamique citoyenne, alors que l'État joue un rôle important dans son développement.

L'ESS au Mexique : basée sur du coopératisme et une structuration des politiques publiques appuyée au niveau fédéral

Cadre réglementaire, juridique et état des lieux de la présente ESS

Officiellement, le coopératisme apparaît en 1839, avec la fondation à Orizaba de la première caisse d'épargne pour les employés et les artisans. En 1837, est créé le premier atelier coopératif, la première coopérative de consommation des ouvriers. À la suite, de nombreuses coopératives voient le jour. Ce premier mouvement coopératif et social trouve un relais auprès du Congrès général ouvrier de 1876, qui promeut les coopératives. Le Code du commerce de 1889-1890 considère ces dernières comme une variante des sociétés commerciales, en leur accordant un intérêt certes inédit, mais néanmoins très limité (Fritz, 1986). La révolution mexicaine (1910-1917) est un événement important dans l'analyse de l'ESS. En effet, on assiste à l'essor du militantisme ouvrier d'inspiration coopérative et à la structuration du modèle de l'*ejido* - propriété collective attribuée à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles. La coopérative la plus emblématique du Mexique est créée en 1931, la *Cruz Azul*, suivie quelques années par *Excelsior*.

Durant les années 1970, les coopératives s'intègrent alors dans la logique étatique en appuyant les actions de l'État et en adoptant des pratiques bureaucratiques qui les amènent à rompre avec certains principes fondateurs. Finalement, de 1973 à 1983, le nombre de coopératives augmente fortement en raison du développement de coopératives de participation.

En revanche, l'impact social général des coopératives reste faible, puisqu'elles n'emploient que 1,1 % de la population active et ne concernent que 0,7 % de la population mexicaine (Fritz, 1986).

Le libéralisme et les crises économiques qui lui sont liées provoquent une grave crise interne au sein des coopératives peu efficaces, sectorisées et peu dynamiques. Celle-ci se conclut en 1994 avec la modification de la loi coopérative, qui permet, entre autres mesures, l'association de personnes physiques et morales. L'inclusion des coopératives dans le registre public du commerce, en effaçant leur identité juridique propre, signe alors leur coup de grâce (Velazquez, 2013), très peu ayant survécu à ce processus. Toutefois, d'autres coopératives ont tout de même

vu le jour, affichant la volonté d'une économie alternative. De fait, l'essor de ces initiatives de type ESS a permis d'imposer une reconnaissance institutionnelle de ce modèle.

En effet, il existe au Mexique un cadre juridique qui a permis de promouvoir l'ESS. L'institutionnalisation juridique de l'ESS a débuté avec la mise en place en 1994 de la Loi générale des sociétés coopératives qui avait pour objectif de réguler l'organisation et le fonctionnement des sociétés coopératives du pays. En 2005, le Conseil Mexicain de l'économie sociale est créé. Toutefois, la reconnaissance de ces organismes et la mise en place d'un réel cadre juridique s'impose à travers la Loi fédérale relative à l'Économie sociale et solidaire de 2012. Cette loi permet d'établir des mécanismes pour favoriser le développement, le renforcement et la visibilité de l'activité économique du secteur social de l'économie mais également de définir les règles de promotion, d'encouragement et de renforcement du secteur social de l'économie en tant que système qui contribue au développement social et économique du pays. Cela accompagne la création d'un travail décent, un renforcement de la démocratie, une distribution équitable des revenus et la promotion du patrimoine social. Cette loi prévoit aussi la mise en place de l'Institut National de l'Économie Sociale (INAES), un organisme dépendant du Secrétariat du bien-être au sein du gouvernement mexicain. L'INAES concentre son travail dans la mise en oeuvre de politiques publiques visant à promouvoir le secteur social de l'économie dans le but de renforcer et de consolider ce secteur comme un pilier du développement économique du pays à travers la participation, la formation, la recherche, la diffusion et le soutien aux projets productifs du secteur. Pour donner un exemple d'application locale du cadre juridique, en 2018, la Constitution de la ville de Mexico a révisé la loi générale concernant les sociétés coopératives pour y mentionner le rôle de l'ESS dans le développement social et économique de la ville¹. Grâce à ce cadre juridique, l'ESS est devenu un moyen pour le ministère du Travail et de la promotion de l'Emploi d'atteindre des emplois décents et stables dans la ville de Mexico².

Ainsi, associés à ce cadre juridique, de nombreux programmes de développement de l'économie sociale et solidaire ont été mis en place. Néanmoins, entre 2015 et 2018, les modestes résultats obtenus ont été entachés d'une gestion trouble des ressources. De même, en 2019, la politique qualifiée d'« austérité républicaine » a conduit à une forte centralisation administrative des programmes, conjuguée à des licenciements massifs d'employés et de formateurs, à l'inexpérience des nouvelles autorités et à la constitution fictive de nouvelles coopératives.

B) Des valeurs et problèmes publics liés aux difficultés économiques et sociales du pays auxquels l'ESS tente de répondre

Le Mexique, rencontre des difficultés économiques renforcées par la crise du Covid-19, les inégalités de revenus s'illustrent par un Indice de Gini élevé dans le pays³. En découle un taux de pauvreté relative élevée, 38,3% des Mexicains affirmant ne pas avoir l'argent nécessaire pour se nourrir. De plus, les problématiques liées au changement climatique qui touchent le pays poussent les gouvernants à initier un changement à travers l'ESS. Par ailleurs, le modèle économique de l'ESS s'est construit au Mexique autour de valeurs telles que la coopération, la démocratie, l'inclusion, l'équité, l'honnêteté, l'égalité, la justice, la responsabilité partagée et la soutenabilité. Ces valeurs s'appliquent aux principes guidant les propriétés collectives au Mexique tels que l'indépendance par rapport aux sphères politiques et religieuses, un système basé sur la

¹ Annexe 1: Extrait de la Constitution Politique de la ville de México

² Annexe 2: Extrait de l'article "Économie Sociale et Solidaire à México », GSEF

³ Annexe 3: Indicateurs socio-économiques, OCDE 2014

démocratie participative, et une organisation de travail reposant sur l'autogestion et l'engagement avec les communautés dans le but de renforcer le tissu social et de promouvoir le changement social. Ainsi, l'ESS tente par la mise en place de ces politiques de pallier aux inégalités grandissantes que connaît le pays. Enfin, les politiques de l'ESS répondent à des objectifs de développement durable (ODD), en particulier à leur volet social, même si l'égalité entre les sexes et le développement économique du pays - tout en restant dans une optique durable - sont aussi beaucoup mis en valeur.

La politique de l'ESS se maintient en raison de l'inertie juridique et institutionnelle et la pression de la demande sociale en faveur de la lutte contre le chômage. Le Secrétariat au Travail et à la Promotion de l'emploi soutient uniquement, en raison de l'insuffisance de son budget et de personnel qualifié, le secteur coopératif et non l'ensemble des entités associatives reconnues comme faisant partie intégrante du secteur social de l'économie. Au niveau local, les États fédérés ont la possibilité de mettre en place un organisme s'occupant de promouvoir l'ESS.

Des politiques publiques nouvelles en voie de développement au niveau local, autour d'un acteur particulier : L'INAES

Les acteurs de l'ESS s'organisent au service du développement des territoires

Au Mexique, l'ESS s'organise autour de différentes structures basées sur la coopération et la solidarité, elles sont répertoriées sous le nom d'Organismes du Secteur Social de l'Économie (OSSE) et se comptent au nombre de 60 943 organismes en 2014⁴. La structure principale et caractéristique de l'ESS au Mexique est l'ejido, on en comptait environ 30 000 en 2014. L'ejido est issu des réformes agraires menées dans les années 1910-1920 lorsque les paysans revendiquaient leurs droits concernant les terres qu'ils exploitaient. Son principe repose sur la dotation de terres à un groupe d'individus qui est reconnu, aux yeux de la loi, comme entité juridique propre. Le système organisationnel des ejidos repose juridiquement sur une assemblée ejidale, qui a la capacité de nommer les instances de gouvernance et de contrôle de ce système, tel que le commissaire ejidal, représentant des différents ejidatarios du pays. Outre cette structure propre au Mexique, l'ESS s'est construite autour d'autres organisations telles que des communautés, des organisations de travailleurs, des sociétés coopératives, des entreprises qui appartiennent en partie ou totalement aux travailleurs, des unions de crédits et des caisses d'épargne de travailleurs. Au Mexique, les politiques de l'ESS sont transversales et sont prises en compte dans les plans de développement économique, comme en témoigne le Programme de Promotion de l'économie sociale qui est inscrit à l'article 46 de la Loi d'Économie Sociale et Solidaire de 2012. Ce plan de développement économique prévoit un accompagnement des OSSE (Organismes du secteur social de l'économie) en soutenant les projets d'initiatives productives, en fournissant des financements et des formations pour favoriser l'organisation et la conception de projets dans ce secteur. Ce plan est institué dans l'objectif de renforcer la chaîne productive des OSSE en développant leurs capacités et en insistant sur l'inclusion productive, financière et de consommation des projets d'organismes.

Par ailleurs, le plan de développement économique de l'ESS s'organise au niveau local autour du réseau des NODESS (Noeuds d'impulsion à l'économie sociale et solidaire) qui sont des alliances locales constituées d'au moins trois acteurs institutionnels, le plus souvent un institut académique, les gouvernements locaux ou les organismes du secteur social de l'économie. Leur

⁴ Annexe 4: Les différents organismes du secteur de l'ESS au Mexique, UIA 2013

but est de promouvoir et développer les projets d'ESS au sein du territoire. Aujourd'hui il existe plus de 53 NODESS au Mexique, qui renforcent le développement de l'ESS depuis 2019 au sein du territoire⁵. La mise en place de cette politique est nouvelle et son évaluation reste donc limitée.

Pour le moment, l'économie sociale au Mexique tente d'intégrer les plans de développement prioritaires comme une question transversale. Toutefois, d'après Bérénice Alcalde Castro membre de L'INAES, celles-ci n'ont pas atteint "un haut degré de maturité"⁶

Illustrations d'initiatives locales au service de l'ESS

Il existe des programmes de renforcement des capacités de l'ESS telles que les formations, notamment à travers l'INAES, l'un des piliers de l'ESS au Mexique.

Les formations sont diverses, on y retrouve des formations commerciales mais aussi organisationnelles dans une perspective de genres. Il s'agit dans ce dernier cas d'un programme pour former les minorités de genre au commerce et les aider à s'insérer, à travers une dimension sociale et solidaire. Le système national d'assistance technique, en ce sens, a pour but de renforcer les processus de formation en matière d'ESS. Par ailleurs, leur blog propose de nombreuses ressources pour s'informer sur les dispositions, le financement, les formations ou encore les aides juridiques et comptables mises à disposition par le gouvernement mexicain. De plus, des plateformes de sensibilisation sont aussi à disposition et sont réglementées dans la loi sur l'ESS par l'intermédiaire de L'INAES (campagnes de communication pour diffuser et positionner l'ESS). En outre, un observatoire de l'économie sociale est en cours de développement pour diffuser des recherches, des informations ainsi que des évaluations de l'ESS au Mexique. De plus, l'INAES produit des guides, des rapports et des évaluations sur le secteur social de l'économie au Mexique, qui sont soumis à CONEVAL (Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social) pour publication et diffusion⁷. Il existe aussi un espace dédié à la promotion de programmes intégraux. Ceux-ci, comme le précise Bérénice Alcalde Castro, ont pour mission de renforcer les processus sociaux, de promouvoir la création d'entreprises coopératives et de favoriser les principes et les valeurs de l'économie sociale et solidaire, faisant de l'ESS un pilier du développement du pays. En Septembre 2022, a été organisé une tournée nationale et des tables rondes territoriales NODESS (Nodos de Impulso a la economía social y solidaria). Cette tournée a été réalisée dans 5 régions afin de combiner les efforts des NODESS de tous les États. Ces nœuds de promotion de l'économie sociale et solidaire sont une stratégie de l'INAES et du ministère de l'éducation publique (SEP). Ils doivent contribuer à atteindre les cinq objectifs du programme de promotion de l'ESS (Primauté des personnes et de l'objet social sur le capital, Utilité collective ou sociale, Non-lucrativité individuelle et juste répartition des excédents, Gouvernance démocratique, Liberté d'adhésion et mixité des ressources) et générer l'intégration d'un réseau d'alliances territoriales composé d'au moins trois acteurs différents: institutions académiques, gouvernements locaux et organisations du secteur social de l'économie (OSSE). L'objectif étant de développer des écosystèmes d'ESS sur leurs territoires, grâce auxquels des solutions territoriales aux besoins collectifs sont proposées, conçues et mises en œuvre.

⁵ Annexe 5: Carte des NODESS au Mexique en 2022

⁶ Annexe 6: Interview de Bérénice Alcalde Castro, membre de l'INAES au Mexique

⁷ Annexe 7 et 8 : " Budget consacré aux programmes et actions fédéraux par droits sociaux et dimension du bien-être économique (PDM), 2013 " – CONEVAL 2016

" Nombre de programmes et d'actions de développement social de l'État par droit social et dimension du bien-être économique, Mexique, 2010-2014 " – CONEVAL 2016

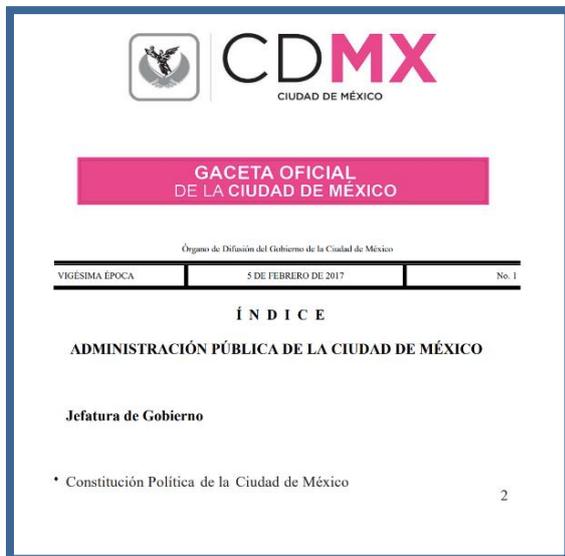
Depuis sa création en 2019, plus de 400 acteurs de tout le pays ont conçu et renforcé des actions stratégiques allant de la diffusion à l'entrepreneuriat collectif.

Toutefois, les instruments financiers de soutien à l'ESS sont moindres dû au caractère en cours de développement de l'ESS. L'État, par exemple, met en place différentes aides pour développer l'ESS, mais ces mesures sont souvent qualifiées de clientélistes par l'opposition. Néanmoins, différents programmes de soutien aux acteurs de l'ESS tels que le Plan National de Développement Social ou le Programme de Promotion de l'Économie Sociale visent à donner des moyens par le biais de l'administration indépendante qu'est L'INAES. Tout en promouvant les politiques d'ESS, l'Institut est un soutien financier indirect supplémentaire, qui travaille notamment avec la Welfare Bank du Mexique. Cela permet la création d'instruments financiers en direction du secteur social de l'économie. Toutefois, ces instruments restent au stade de la création et ne sont pas encore assez développés pour être pleinement utilisés.

De même, actuellement, il existe des actions en faveur des marchés publics pour les entreprises de l'économie sociale, mais aucune politique n'a été mise en place.

ANNEXES

ANNEXE 1: Extrait de la Constitution Politique de la ville de México



Article 10: Une ville productive (droit au développement durable et droit au travail)

Source: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/332065/Constituci_n_CDMX.pdf

**Artículo 10
Ciudad productiva**

A. Derecho al desarrollo sustentable

Toda persona tiene derecho a participar en un desarrollo económico, social, cultural y político en el que puedan realizarse plenamente todos los derechos humanos y libertades fundamentales.

B. Derecho al trabajo

Traduction : " Toute personne a le droit de participer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales peuvent être pleinement réalisés. "

- 11.** Las autoridades impulsarán la constitución y funcionamiento de cooperativas de las personas trabajadoras y otras formas de organización productiva del sector social de la economía, que contribuyan al desarrollo económico de la Ciudad y el mejoramiento de las condiciones de vida de sus habitantes.

Traduction : " Les autorités encouragent la création et le fonctionnement de coopératives de travailleurs et d'autres formes d'organisation productive dans le secteur social de l'économie, qui contribuent au développement économique de la ville et à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants."

ANNEXE 2: Extrait de l'article « L'Économie Sociale et Solidaire à México », GSEF

Ces chiffres nous montrent l'ampleur de la part de l'ESS dans la ville de México actuellement, notamment depuis son institution dans la Constitution de la ville. L'objectif principal du ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi de la ville de México est de promouvoir et de garantir l'offre d'emplois décents dans la capitale. L'ESS constitue donc l'un des moyens stratégiques pour y parvenir, à travers la Direction générale à l'Économie Sociale et Solidaire.

Source: GSEF (Global Social Economy Forum),

<https://www.gsef2021.org/index.php/fr/economia-social-y-solidaria-fr-fr/la-ess-en-la-ciudad->

Le **recensement des entreprises sociales et solidaires de la ville de Mexico** de décembre 2019 indique que :

- 70 pour cent des coopératives produisent des biens et/ou des services, c'est-à-dire qu'elles les transforment et les commercialisent ;
- 28 pour cent consomment des biens et/ou des services destinés à être mis en commun entre les entreprises, les ménages ou leurs activités de production ;
- 13 pour cent se consacrent principalement à l'industrie textile (production et vente) et 10 pour cent à la vente d'aliments ;
- 56 pour cent ont entre un an et sept ans ;
- 59 pour cent ont été créées par une personne rejointe par des membres de sa famille, 16 pour cent à partir d'une organisation sociale ou de quartier à laquelle elle participait et 14 pour cent sur recommandation et/ou avec l'aide du gouvernement (fédéral ou local) ;
- 62 pour cent ont modifié et/ou amélioré leurs produits et/ou services au fil du temps ;
- 85 pour cent ont exprimé leur souhait d'appartenir à un réseau, une corporation ou une association de coopératives ou d'entreprises partageant la même orientation économique, manifestant ainsi leur intérêt pour la constitution d'un écosystème sur lequel s'appuyer et/ou à partir duquel s'organiser ;
- Le revenu mensuel moyen tiré de leurs ventes s'élevait à 20 070 pesos mexicains.

[de-mexico-fr-fr](#)

En 2019, le **sous-programme « Renforcement des entreprises sociales et solidaires »** a octroyé des aides à :

- 40 entreprises du secteur primaire ;
- 147 entreprises du secteur secondaire ;
- 242 entreprises du secteur des services ;
- 5 entreprises du secteur des transports, des services postaux et du stockage ;
- 2 entreprises d'information du secteur des médias.

Total : 436.

En 2019, le **sous-programme « Renforcement et constitution d'entreprises sociales et solidaires »** a octroyé des aides à :

- 97 entreprises du secteur primaire ;
- 765 entreprises du secteur secondaire ;
- 550 entreprises du secteur des services ;
- 1 entreprise du secteur des transports, des services postaux et du stockage ;
- 19 entreprises d'information du secteur des médias.

Total : 1432.

Les personnes ayant bénéficié de ce programme sont au nombre de dix mille environ, dont 59 pour cent de femmes et 41 d'hommes.

De janvier à juillet 2020, le **sous-programme « Renforcement des entreprises sociales et solidaires »** a octroyé des aides à :

- 3 entreprises du secteur primaire ;
- 43 entreprises du secteur secondaire ;
- 94 entreprises du secteur des services ;
- 1 entreprise du secteur des transports, des services postaux et du stockage.

Total : 138.

Les personnes ayant bénéficié de ce programme sont au nombre de 1419, dont 63 de femmes et 37 pour cent d'hommes.

ANNEXE 3: Indicateurs socio-économiques (Canada, Mexique, USA, UE), OCDE

En 2014, le Mexique connaissait d'un côté un taux de non-emploi plus faible que celui des USA, du Canada et de l'UE, mais d'un autre côté un taux de pauvreté de 20,4% (au moins 3 points de plus que les trois autres) et un indice d'inégalité de revenus de 0,466 contre 0,380 pour les USA ou 0,291 pour l'UE. On voit donc que le Mexique est un pays où la situation financière de la population demeure précaire. Ainsi, les ODD sont plus que pertinents et nécessaires à atteindre et

l'intérêt que montre l'État pour le bien-être économique du pays est une avancée positive pour le développement de l'ESS et sa légitimation.

	Canada (10 ^e économie mondiale)	Mexique (16 ^e économie mondiale)	États-Unis (1 ^{re} économie mondiale)	Union européenne
Population (millions d'habitants)	36	122	323	510
Revenu annuel disponible des ménages (USD)	31 900 11 500 (10% plus bas)	6 400 800 (10% plus bas)	35 600 6 200 (10% plus bas)	22 900 7 700 (10% plus bas)
PIB (milliards)	1 550,5	1 144,3	17 946,9	18 547,0
Taux de non-emploi (%)	7,2	5,2	7,6	11,1
Inégalité de revenu (Gini)	0,320	0,466	0,380	0,291
Pauvreté relative (%)	11,9	20,4	17,4	9,4
Pas d'argent pour acheter de la nourriture	11,5	38,3	21,1	11,5
Dépenses publiques (% PIB)	18,3	7,4	19,8	25,1
Confiance dans le gouvernement	53 (65*)	37 (44*)	35 (40*)	41 (50*)
Confiance dans les institutions financières	75 (76*)	43 (47*)	38 (74*)	43 (65*)

Source : OECD, 2014a,b,c,d, OCDE, 2014 * = avant la crise

ANNEXE

4:

Les différents organismes du secteur de l'ESS au Mexique

Les différents organismes de l'ESS au Mexique (associé à leur nombre estimé à l'année 2014) sont d'un nombre important (60 943). En outre, les ejidos sont les organismes les plus présents ainsi que les sociétés de production rurales (là où L'INAES agit principalement à travers ses actions).

Organismes du secteur de l'économie sociale	Nombre estimé en 2014
Ejidos	29 555
Sociétés de production rurale	9 471
Unions de ejidos	6 426
Coopératives de production et de consommation	3 059
Communautés	2 359
Sociétés de solidarité sociale	1 744
Unions de crédit	1 680
Caisses d'épargne de travailleurs	1 540
Total des organismes du secteur de l'économie sociale	60 943

Source: UIA, 2013, p.23

ANNEXE 5: Carte représentant les NODESS présents au Mexique en 2022. Depuis la mise en place du réseau en 2019, 53 NODESS ont été mis en place dans le pays.

Pour rappel, le réseau national de NODESS, le ministère de l'éducation publique (SEP), par l'intermédiaire du sous-secrétaire de l'enseignement supérieur, et l'Institut national de l'économie sociale (INAES) organisent des tournées nationales et des tables rondes territoriales nommées NODESS. Ces séries d'activités - en format virtuel, présentiel et hybride réunissent des alliances qui composent le NODESS, des acteurs stratégiques d'intérêt, dans des espaces d'échange, de réflexion et de proposition autour de l'ESS. L'objectif principal étant de promouvoir les processus qui permettent l'institutionnalisation de NODESS et de renforcer leur portée et leur impact.



Source: "Red nacional de NODESS 2022", Sistema Nacional de Capacitación (sinca.gob.mx)

ANNEXE 6: INTERVIEW réalisé (en espagnol) avec Berenice Alcade Castro, membre de L'INAES (Institut National de l'Économie Sociale) du Mexique:



Nous avons réalisé un interview d'une heure avec Berenice Alcade Castro, qui est membre de l'un des organismes les plus spécialisés dans l'ESS au Mexique. Cela nous a permis de mieux comprendre les enjeux, les programmes et formations mis en place ainsi que le fonctionnement de L'INAES. Notamment, d'avoir un avis constructif et riche sur le développement de L'ESS au sein du pays et des difficultés rencontrées. Ici, le résumé.

Berenice est chargée de projet ainsi que de la coordination générale de la promotion et du développement des entreprises au sein de l'INAES. Cet institut dirige les activités publiques de l'économie social et solidaire au niveau national. Le sujet de l'ESS est néanmoins récent au Mexique et est toujours en cours de développement. L'INAES qui a pour but d'impulser les politiques publiques en matière d'économie sociale, collabore principalement avec 3 acteurs : le système éducatif, les organisations de l'ESS et avant, car obligatoire, le gouvernement local, ou une association privée, une entreprise privée. Ces 3 acteurs, au sein du territoire, travaillent et sont les partenaires de l'INAES. Il y a une réelle volonté de créer un écosystème d'économie sociale et solidaire dans les différentes régions du Mexique, d'où le fait que beaucoup d'activités sont mises en place et sont différentes dans les 5 régions ; dans le centre, il s'agit de se concentrer sur les questions de produits de services, au contraire, dans le sud il y a une nécessité de développement durable, de tourisme soutenable... Ces réseaux permettent alors à L'INAES de réaliser des activités liées à l'économie sociale et solidaire avec l'aide du gouvernement. Pour Berenice, l'ESS, est un changement de modèles, une mise en relation des territoires et une nouvelle manière de "faire les choses", en développant localement. Les derniers projets de L'INAES sont centrés sur les zones rurales ; il s'agit de programmes qui donnent appuis aux milieux agricoles du Mexique. Notamment en soutenant les travailleurs, les ouvriers des "campos mexicanos" et menant des actions avec les producteurs de cacao, de miel, de cannelle... L'objectif est aussi que ces groupes se mettent d'accord pour mettre en place des décisions qui leur permettent d'innover, d'avancer dans leur domaine et de les aider dans le développement de leur marque, leur logo, la forme de distribution...

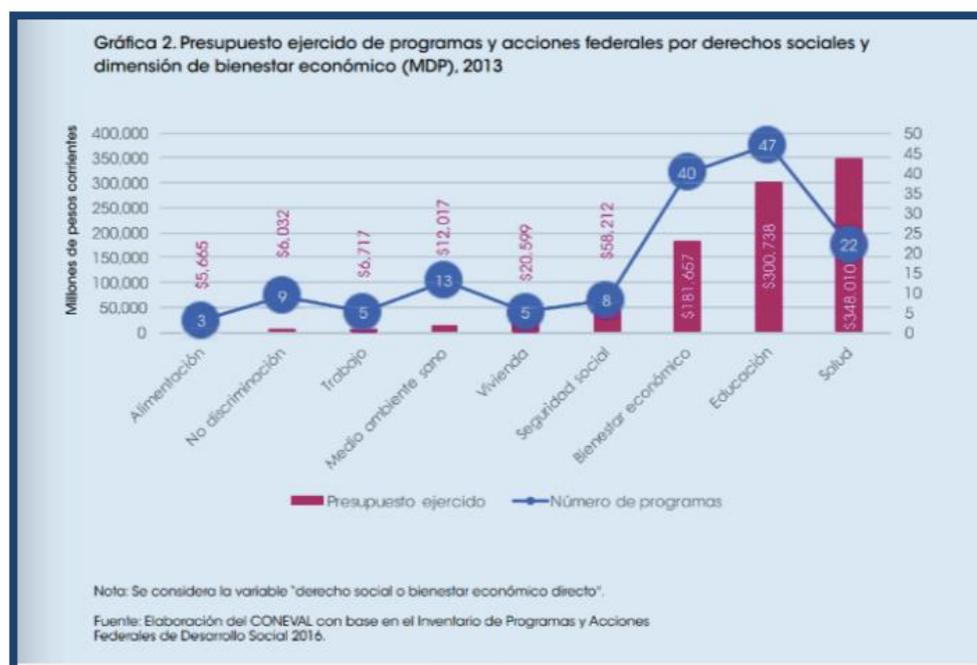
En effet, d'après Berenice, "la gente conoce poco el principio de la economía solidaria", c'est un concept vu comme loin, rare et qui se comprend peu... Le but n'est donc pas tant d'avoir le nom d'organisation de l'ESS mais d'avoir les valeurs qui l'entourent.

Toutefois pour "sobrevivir" (survivre) il est indispensable pour une coopération de détenir des ressources diverses, en particulier économiques : c'est la partie politique. L'INAES aide donc dans ce sens les organisations. Berenice nous a également expliqué que le changement de gouvernement, Andrés Manuel Lopez Obrador, qui est le premier président de gauche de l'histoire récente du Mexique, devrait jouer sur le futur de l'ESS et les nouvelles mesures prises. En outre, en 2021, une série de "webinaires" pour la promotion de l'ESS ont été organisés par l'INAES pour les parlementaires mexicains. Le thème était « Débats stratégiques : co-crée un nouveau modèle économique et social pour notre société ». L'objectif principal était d'attirer l'attention sur l'importance de la co-création de politiques publiques en faveur de l'ESS et de montrer comment les différents pays mettaient en oeuvre des politiques d'ESS.

Une des difficultés rencontrées au Mexique, d'où les partenariats avec les organisations de l'économie sociale et solidaire, est la commercialisation des produits de services. C'est pourquoi, une équipe au sein de l'INAES est chargée de faire l'accompagnement de chaque organisation, chaque coopérative... Les formations sont en ce sens elle aussi très importantes, car d'après Berenice, dans l'ESS, l'âge moyen est de 40 et 50 ans, alors il y a une manière différente de voir l'entrepreneuriat, d'où l'importance d'ouvrir l'ESS aux nouvelles générations et de sensibiliser les jeunes. In fine, L'INAES essaie avant tout de réaliser un dialogue entre les décideurs politiques et les acteurs de l'ESS pour de futures collaborations et l'adoption de stratégies par les gouvernements locaux, de manière à consolider les politiques publiques et les actions pour le développement de l'ESS au Mexique.

ANNEXE 7: " Budget consacré aux programmes et actions fédéraux par droits sociaux et dimension du bien-être économique (PDM), 2013 "

Au niveau fédéral, en 2013, les secteurs de l'éducation et du bien-être économique sont ceux qui bénéficient du plus grand nombre de programmes sociaux même s'ils ne sont respectivement que les deuxième et troisième pôles les plus financés.



Variables :

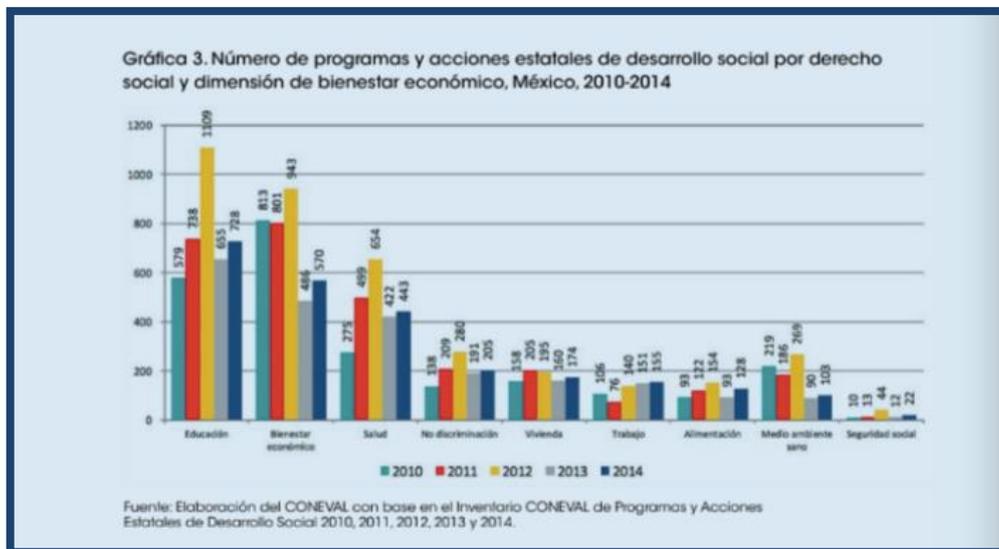
alimentation, contre la discrimination, travail, environnement sain, logement, sécurité sociale, bien-être économique, éducation, santé.

En ROSE : le budget alloué — en BLEU : le nombre de programmes

ANNEXE 8: “ Nombre de programmes et d'actions de développement social de l'État par droit social et dimension du bien-être économique, Mexique, 2010-2014 ”

Ce graphique montre que parmi les secteurs les plus financés par les programmes sociaux par le gouvernement mexicain, le bien-être économique est en haute position.

Ainsi, même si les politiques prises en compte sont principalement sociales, (éducation, santé..), l'aspect économique n'est pas laissé de côté.



Variables : éducation, bien-être économique, santé, pas de discrimination, logement, travail, alimentation, environnement sain, sécurité sociale.

BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE

Agence Française de Développement. « L'AFD et le Mexique : priorité à une trajectoire bas-carbone, résiliente et inclusive »: <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/mexique>

Alcalde Castro, Berenice. « L'Économie sociale et solidaire face à la question du travail. Une comparaison Mexique-France », Thèse de doctorat, Université Autonome Métropolitaine Xochimilco en co-tutelle avec l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2017

Bernier, Luc, et Lévesque, Benoît. « L'économie sociale et les sociétés d'État en Amérique du Nord (Canada, Mexique et États-Unis) dans le contexte de l'ALENA », Interventions économiques, vol. 59, Hors thème, 2018: <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.3972>

Caire, Gilles, et Willy, Tadjudje. « Vers une culture juridique mondiale de l'entreprise d'ESS ? Une approche comparative internationale des législations ESS », RECMA, vol. 353, no. 3, pp. 74-88, 2019: <https://doi-org.proxy.sciencespobordeaux.fr/10.3917/recma.353.0074>

Global Social Economy Forum. «La Economía Social y Solidaria en México»

<https://www.gsef2021.org/index.php/es/economia-social-y-solidaria-es-es/la-ess-en-mexico-es-es>

Hoffman, Odile. « L'ejido : laboratoire des pratiques sociales et fondements de la ruralité contemporaine au Mexique », La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle, Gastellu Jean-Marc et Marchal, Jean Yves. p. 401-416, 199 - L'ejido : laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique (ird.fr)

Ramirez-Mendez, Francisco. « L'économie sociale et solidaire au Mexique : évolution historique et perspectives », RECMA, vol. 335, no. 1, pp. 103-110, 2015

<https://doi.org/10.7202/1028536ar>

Rojas Herrera, Juan José, et Cañedo Villarreal, Roberto. « Politiques de promotion de l'économie sociale et solidaire : Étude de cas de la ville de Mexico », UNRISD Working Paper, no. 2020-7F, 2020: <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/246246/1/WP2020-07F.pdf>